



Communiqué CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL Île-de-France

Projet de Loi travail : amplifier la mobilisation face au déni de démocratie !

Les salarié-es, les jeunes, les privé-es emploi, les retraité-es sont mobilisés depuis plus de 2 mois pour le retrait du projet de loi travail et l'obtention de nouveaux droits. L'opinion publique reste massivement opposée à ce texte et encore plus opposée à l'utilisation du 49.3 mais, le gouvernement a décidé de passer en force et d'imposer son projet de loi ! Il n'y a pas eu de dialogue social en amont, il n'y aura pas de débat parlementaire en aval ! C'est inacceptable !

Les mobilisations ont contraint le gouvernement à revoir à la marge sa copie, le cœur rétrograde de son projet demeure : instaurer un code du travail par entreprise à l'opposé de la "hiérarchie des normes", élément protecteur et égalitaire. C'est scandaleux de la part d'un gouvernement qui n'a pas été élu sur un tel programme ! C'est ce que nous voulions rappeler au président de l'Assemblée Nationale qui devait nous recevoir en audience. Avec le 49.3 cette rencontre n'a plus aucun sens et nous ne nous y rendrons pas ! Même avec l'utilisation du 49.3, la procédure parlementaire se poursuit, la mobilisation est plus que jamais indispensable ! En 2006, le CPE avait été adopté par le 49.3 et face à l'immense mobilisation le gouvernement De Villepin avait été contraint de retirer son projet

Pour nos organisations, cette situation renforce la nécessité d'amplifier les mobilisations déjà engagées dans un climat de tension dont le premier ministre porte l'entière responsabilité ! Les pouvoirs publics doivent garantir le droit de manifester dans la sécurité.

Plusieurs secteurs professionnels continuent de développer des actions, des grèves (cheminots, routiers, énergie, chimie, construction, aéroport de Paris, etc.), qui sont autant d'éléments d'appui et de dynamiques dans la poursuite et l'élargissement du rapport de force.

A partir de tous ces éléments, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires d'Île-de-France et les organisations de jeunesse, UNEF, UNL et FIDL d'Île-de-France invitent leurs structures à organiser des assemblées générales avec les salarié-es, les étudiant-e-s, les jeunes pour débattre des modalités d'actions, de la grève et de sa reconduction.

Elles appellent leurs organisations à construire deux nouvelles journées de grèves et manifestations :

- **Le mardi 17 mai** avec une manifestation à 14 heures Place Ecole Militaire (proximité du MEDEF) vers Matignon
- **Le jeudi 19 mai** avec une manifestation à 14 heures de la place de la Nation à la Place d'Italie.

Une nouvelle réunion des organisations syndicales régionales se tiendra le 20 mai pour décider de nouvelles mobilisations. Elles n'excluent aucune possibilité y compris celle d'une manifestation nationale.

Montreuil, le 11 mai 2016